

S'attaquer aux causes de la pauvreté

Partage international n° 111 - Novembre 1997

Interview de Fawzi Al-Sultan par Monte Leach

Le FIDA est une agence de l'ONU ayant pour mission d'aider les populations rurales pauvres. Créé en 1977, le Fonds international pour le développement agricole aide les paysans sans terre, les pêcheurs et les éleveurs à devenir économiquement autonomes. Les projets de cette organisation visent à augmenter la production vivrière, faire progresser la nutrition et réduire ainsi la pauvreté. Depuis sa création, le FIDA a investi près de 4,5 milliards de dollars dans plus de 400 projets à travers le monde. Ces projets ont permis de créer plus de 3,5 millions d'emplois et d'augmenter la production vivrière annuelle de 40 millions de tonnes, assez pour nourrir 260 millions de personnes.

Fawzi Al-Sultan préside le FIDA depuis 1993. Monte Leach, notre chef de rédaction pour les Etats-Unis, l'a rencontré à l'occasion du Sommet sur le microcrédit qui s'est tenu récemment à Washington.

Monte Leach : *Au cours de vos années d'activité au sein du FIDA, quelles leçons avez-vous apprises qui vous semblent les plus pertinentes dans la lutte contre la pauvreté ?*

Fawzi Al-Sultan : Le principe essentiel qui s'est imposé à nous est la nécessité de donner aux bénéficiaires une part active aux projets, d'en faire des partenaires à part entière, c'est-à-dire des acteurs qui, dès le départ, disposent eux-mêmes des ressources et les gèrent. A défaut, l'échec est inévitable. Les projets qui marchent le mieux sont ceux où la communauté bénéficiaire est impliquée dès leur conception ainsi qu'à tous les stades de leur réalisation.

ML. *De quelle manière une communauté peut-elle faire connaître ses besoins à un organisme comme le vôtre ?*

AS. Lors de la conception d'un projet, il importe de rassembler les différents groupes intéressés, coopératives ou associations d'artisans, et de les aider à définir leurs besoins en matière de formation ou d'équipement. Nous réfléchissons donc avec eux afin de déterminer leurs besoins. En général, ces

personnes travaillent très bien, mais du fait qu'elles ont des outils manuels obsolètes, elles mettent beaucoup de temps à produire des biens d'une qualité médiocre. Elles savent ce qu'elles veulent faire et le font bien, mais elles ont la volonté d'évoluer en terme de qualification et d'équipement afin d'augmenter et de varier leur production et d'améliorer ainsi leur revenu.

« Je veux de l'eau potable »

ML. *Le microcrédit, qui accorde de petits prêts ou une formation aux plus pauvres, est reconnu par le FIDA, ainsi par que d'autres organismes, comme étant très efficace pour lutter contre la pauvreté. Mais de toute évidence, cela ne suffit pas. De nombreuses organisations comme la vôtre s'efforcent de changer les conditions de vie de ces communautés et pourtant, la pauvreté reste omniprésente. Quels sont, globalement, les actions et moyens qu'il faudrait engager pour vraiment inverser le cours des choses ?*

AS. Si vous demandez aux pauvres ce qu'ils veulent, ils vous répondront d'abord : « Je veux de l'eau potable. » Ils vous parleront ensuite santé, et éducation pour leurs enfants, car une personne illettrée ne peut pas faire grand-chose. Il faut donc considérer la situation dans son ensemble, sans négliger aucun aspect. La mise en place d'un microcrédit n'est possible que lorsqu'un certain nombre de conditions sont remplies.

Prenons le cas des associations d'artisans : certes, ils savent produire mais ils gagneraient à être mieux qualifiés, mieux équipés, à élaborer de nouveaux modèles et à avoir un meilleur accès aux marchés. Il s'agit en particulier de leur apprendre à fabriquer des objets qui trouveront des débouchés, plutôt que de produire ce que bon leur semble et de se demander ensuite comment ils vont pouvoir vendre ce produit. C'est là le sens du microcrédit et de son efficacité. Cette formule ne saurait convenir à une communauté dépourvue de savoir-faire spécifique ou de services sociaux.

Les pauvres ont parfois de petits lopins de terre, mais bien souvent, ils n'ont aucune terre. Alors comment faire ? Là encore une action à plusieurs niveaux s'impose : d'une part, favoriser le travail de la terre et améliorer sa productivité, afin que la communauté puisse se nourrir et, d'autre part, développer les activités annexes, telles que l'élevage des poulets, l'achat d'une vache à lait, la création artisanale ou toute autre activité. Seul ce type

d'approche à plusieurs niveaux est susceptible de sortir ces familles de la pauvreté.

ML. *Il s'agit donc d'une double approche fondée sur le microcrédit et les services sociaux ?*

AS. C'est plutôt une action d'ensemble incluant des formations professionnelles, l'introduction de nouvelles méthodes d'agriculture et de nouveaux services. Nous sommes en collaboration constante avec les paysans afin d'améliorer les rendements. Si une femme possède quatre ou cinq vaches, par exemple, que se passe-t-il si l'une d'entre elles est malade et qu'aucune assistance n'est prévue pour parer à une telle éventualité ? Vous apprendrez quelques temps plus tard qu'elle a perdu ses cinq vaches et ne peut plus rembourser son prêt. Il faut donc prévoir les services correspondant aux nouvelles activités.

Ainsi, en Bosnie, nous avons prêté des vaches à des femmes qui nous remboursent avec de jeunes veaux. Mais ceci n'est possible que si elles ont accès à des vétérinaires et savent reconnaître une vache malade. Faute de quoi le projet n'est pas viable, l'investissement est à fonds perdus. Il est donc vain de donner de l'argent, des vaches ou quoi que ce soit et d'attendre que les choses se fassent. Il est important de collaborer avec ces communautés que vous aidez par des dons en nature ou en espèces. C'est bien une action d'ensemble qu'il faut mener.

ML. *C'est tout un programme. Il faut des initiatives adaptées à chaque situation.*

AS. Oui. Prenez le cas d'un village au nord du Mexique, où les femmes arrivaient à tirer un revenu de leurs activités. Comment pensez-vous qu'elles dépensaient leur argent ? En soins pour leurs enfants qui étaient tout le temps malades. Pourquoi ? A cause de la mauvaise qualité de l'eau. C'était donc leur priorité : « Si vous nous aidez à améliorer la qualité de l'eau, nos enfants se porteront mieux et pourront aller à l'école, et nous pourrons nous consacrer à notre travail. » Ainsi, même sans microcrédit, l'accès à l'eau potable peut changer la vie de ces familles.

ML. *Cela revient donc à demander aux pauvres quels sont leurs besoins.*

AS. C'est cela. Ils vous disent : « Libérez-nous de telle et telle contrainte, donnez-nous une formation et nous ferons du bon travail. » Dans ce village mexicain, un groupe de femmes a pu ouvrir un petit restaurant de routiers. Les enfants étant à l'école, elles se sont partagé le travail : une au nettoyage, une au jardinage, une autre qui s'occupait des poulets, etc, et elles disposaient encore de temps pour leur foyer. Mais il a d'abord fallu les libérer de contraintes qui accaparaient leur temps.

Le transfert des ressources

ML. *Les projets du FIDA ont contribué à sortir certaines communautés rurales de la pauvreté. Que faudrait-il pour généraliser ce type d'actions ?*

AS. Il faudrait un important effort pour financer des infrastructures au service de la santé et de l'éducation, chaque projet étant clairement ciblé, ce qui n'était pas le cas auparavant. On démarrerait un projet dans un pays en espérant qu'il y aurait des retombées positives pour les pauvres. Nous constatons maintenant qu'il faut diriger les fonds directement vers les plus démunis. Il s'agit d'abord de mettre en place les infrastructures et les services. C'est alors seulement qu'un microcrédit peut être efficace.

ML. *Croyez-vous pouvoir faire évoluer les choses en drainant davantage l'aide internationale vers les pauvres ?*

AS. Tout à fait. Les congrès internationaux jouent un rôle important. Nous pouvons y promouvoir nos propositions et tenter de convaincre les représentants des organisations non gouvernementales (ONG) d'aide au développement d'en faire bénéficier les pauvres de manière plus directe. Cependant, nous nous trouvons confrontés à un autre aspect du problème : la baisse des contributions des pays donateurs.

ML. *L'idée directrice de notre revue est la nécessité de partager les ressources - alimentaires ou autres - de notre planète plus équitablement entre les différents peuples, car le monde développé en consomme une part énorme, disproportionnée. Vous dites que les pays en voie de développement n'en sont pas démunis. Mais si ces ressources étaient réparties plus équitablement, cela ne constituerait-il pas un immense progrès ?*

AS. Il faut en effet que les pays riches soient plus généreux et fassent l'effort d'accroître leur contribution. Cette aide doit aller aux plus démunis sous forme de prêts à taux très bas ou gratuits, devant servir à financer le démarrage d'activités avant qu'elles ne deviennent rentables. Le transfert de ressources est la clef de voûte de toute aide au développement. Nous devons donc convaincre les décideurs de la viabilité de nos projets et mettre en avant ceux qui ont réussi. Il est inutile de continuer à mettre de l'argent dans des projets qui n'ont pas abouti. Et les projets qui ont réussi sont généralement ceux qui ont été élaborés au niveau local.

ML. *Les ONG jouent un rôle majeur, car les gouvernements ont une approche plus globale et peut-être une moindre capacité à créer des liens*

personnels avec les bénéficiaires de l'aide. Est-ce votre sentiment ?

AS. Oui, certes. Mais chacun à son rôle à jouer. Sans l'engagement des gouvernements, il serait plus difficile pour les communautés d'obtenir le financement de nouvelles infrastructures et de certains services sociaux. Par contre, les gouvernements sont moins à même de fournir l'assistance technique et la formation professionnelle qu'offrent les ONG en détachant quelqu'un sur place pendant un ou deux ans. Ce n'est pas le type

d'engagement qu'on peut exiger d'un fonctionnaire. Chacun a néanmoins sa place dans le processus pour qu'un projet aboutisse.

Auteur : Monte Leach, journaliste radio indépendant et éditeur de la revue Share International pour les Etats-Unis, il réside à San Francisco.

Thématiques : [Société](#), [Économie](#)

Rubrique : [Entretien](#) ()